

## La micro finance cherche les leçons de la crise des «subprime»

C'était avant la crise. Le bon temps. A grand renfort de slogans et de communiqués de presse, les Nations unies célébraient, en 2005, l'année internationale du microcrédit. Quelques mois plus tard, le professeur d'économie bangladais Muhammad Yunus et son organisation, la Grameen Bank, recevaient en 2006 le prix Nobel de la paix, pour avoir inventé la microfinance «moderne». Au fondement de ce double sacre, la même conviction: une révolution économique sans précédent était en cours. La micro finance se répandrait comme une potion magique et sortirait de la pauvreté les 80% des familles des pays en développement toujours exclues des services bancaires. Le monde pouvait dormir tranquille, il avait enfin trouvé la bonne réponse à la question de la pauvreté.

Depuis, l'enthousiasme du secteur s'est tassé. L'heure est la prudence. La «mode» est retombée, tranchent les mauvaises langues. La crise des *subprime* aux Etats-Unis, provoquée par l'endettement excessif des ménages les plus modestes, a bousculé beaucoup d'acteurs du développement dans leurs certitudes. Et la crise financière mondiale pourrait secouer, sur le terrain, bien des structures encore fragiles. Lors des précédents craquements économiques (crises mexicaine en 1995 et asiatique en 1997 surtout), le secteur avait encaissé sans broncher – continuant d'afficher une croissance vertigineuse d'environ 30% par an. Mais cette crise, d'une ampleur sans précédent depuis 1929, menace d'autant plus qu'elle *«intervient à un moment où la micro finance est devenue mature et sa taille n'est plus négligeable»*, précise Sébastien Duquet, directeur général de [PlaNét Finance](#).

### Des bailleurs moins généreux

La taille de la micro finance aujourd'hui? Plus de 3.500 institutions dans le monde, pour près de 155 millions de clients, selon le dernier recensement du *Microcrédit Summit Campaign*. Surtout des femmes (88 millions), habitant en très grande majorité en Asie (autour de 90% des clients). Le principe est toujours le même, à rebrousse-poil des traditionnelles politiques d'assistantat: permettre à ceux, trop pauvres pour ouvrir un compte en banque en bonne et due forme, d'épargner ou d'emprunter, selon des règles très encadrées [lire sous l'onglet *Prolonger*]. Afin d'investir dans un nouveau *business* ou de combler leurs dettes. Précision importante: à peine quelques centaines d'institutions sont parvenues à l'équilibre.

Très peu de chiffres sont disponibles pour cerner les premiers effets de la crise. Les économistes, eux, identifient deux difficultés. D'abord, en micro finance comme ailleurs, un sérieux problème de liquidité. *«Le risque majeur aujourd'hui, c'est que les institutions n'aient plus de financement»*, résume William Pariente, chercheur à l'Ecole d'économie de Paris et membre du laboratoire J-Pal. Pour trouver de l'argent, le secteur comptait jusqu'à présent sur trois sources de financement: des fonds propres, des emprunts à des banques, et parfois, l'épargne de ses clients.

La mauvaise santé des établissements bancaires traditionnels – en Europe de l'Est et en Russie particulièrement – fragilise par ricochet les micro-entrepreneurs. *«Nous ne pouvons plus*

*compter cette année sur les crédits que nous accordait jusqu'à présent le secteur bancaire», confirme à Mediapart Diego Fernandez Concha, de Prisma, une structure de micro finance péruvienne qui compte 22.000 clients dans le pays – dont un cinquième vivant sous le seuil de pauvreté. «Nous allons tout de même essayer de poursuivre notre croissance et développer de nouveaux produits bancaires, pour faire face à l'augmentation de la demande liée à la crise.»*

Quant aux bailleurs de fonds internationaux, qui subventionnent généreusement le secteur depuis des années, ils sont eux aussi sur la défensive. *«Selon les règles habituelles du microcrédit, si le client rembourse correctement son premier prêt, il pourra emprunter davantage la deuxième fois, et ainsi de suite», rappelle Jérémie Hajdenberg, de la société I&P, qui investit dans les structures de micro finance et les PME en Afrique. «Or, certaines institutions vont devoir freiner leur croissance et donc l'augmentation des prêts – ce qui sera difficile à accepter côté clients.»*

### **Le microcrédit, amortisseur de la crise?**

L'autre inquiétude est encore plus difficile à chiffrer. Quel sera l'impact du ralentissement économique mondial sur les clients des institutions de micro finance? Effritement des flux d'argent envoyés par les migrants à leur famille, tassement de la consommation des ménages... Le climat n'est pas idéal pour lancer un nouveau business. Tout porte à croire que le portefeuille des clients va se dégrader très vite. Avec en bout de course, la multiplication des incidents de remboursement (pour l'instant, le secteur affiche des taux de remboursement insolents, autour de 90%). Et surtout la prolifération de prêts «croisés» très risqués: certains micro-entrepreneurs n'hésitent pas à contracter des prêts à plusieurs guichets en même temps, au risque de ne rien pouvoir rembourser à temps.

Au passage, tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. La Bosnie, le Cambodge, la Mongolie ou encore la Russie sont en bien plus mauvaise posture que l'Afrique de l'Ouest – qui profite peut-être de sa vieille tradition de réseaux mutualistes, très dépendants de l'épargne. *«Cela risque aussi d'accélérer l'endettement de certains pays déjà fragilisés, comme le Mexique, le Bénin ou le Maroc», complète Sébastien Duquet, de [PlaNet Finance](#).*

Ne pas oublier, pour autant, l'autre versant des choses, moins sombres: *«La crise va doper la micro finance. Y compris en France, des licenciés vont devoir créer leur propre emploi», prévient Maria Nowak, fondatrice de l'Association pour le droit à l'initiative économique ([Adie](#)), l'une des premières à avoir importé ces pratiques de micro finance en Europe. Du microcrédit comme amortisseur social de la crise en cours... D'après le Bureau international du travail (BIT), jusqu'à 50 millions de salariés pourraient perdre leur emploi cette année. La Banque mondiale avance quant à elle le chiffre de 53 millions de personnes qui pourraient basculer dans la pauvreté d'ici la fin de l'année. Autant de futurs convertis aux joies de la micro finance?*

### **Pour un «retour aux fondamentaux»!**

En fait, à y regarder de près, l'équation s'annonce explosive: hausse de la demande d'un côté, contraction de l'offre de l'autre. D'où, depuis quelques semaines, des annonces d'envergure, pour tenter de calmer le jeu. Le plan de relance de Barack Obama, promulgué le 17 février, prévoit 30 millions de dollars à destination du secteur. La Banque mondiale et l'Etat allemand ont eux débloqué conjointement, le 5 février, une enveloppe de 500 millions de dollars en soutien à une centaine d'établissements mal en point.

Au-delà de ces déclarations officielles se joue un débat de fond, à l'ombre des *subprimes* américaines. «*La crise vient rappeler aux institutions de micro finance que leur avenir n'est pas dans le plagiat des acteurs financiers les plus commerciaux*», tranche Florent Bédécarrats, de la plate-forme d'associations Cerise. Depuis dix ans, un consensus s'est formé, du côté des grands bailleurs internationaux, du Pnud au Cgap [lire sous l'onglet *Prolonger*] : il faut «*massifier*» la micro finance, qui s'est, en quelques années, fortement institutionnalisée.

Dans un *Livre bleu* décisif (à télécharger), daté de 2005, les Nations unies dessinaient des pistes pour rendre le secteur pérenne, voire rentable. Ouvrant la voie à une série de ce que certains acteurs historiques du milieu ont qualifié de «*dérives*»: la multiplication de simples «*crédits à la consommation*» et d'autres produits bancaires standards, l'arrivée massive de fonds privés, le durcissement des critères d'accès aux prêts, et parfois, la relégation au second plan des relations de confiance avec chacun des clients. Avec, symbole de ces supposées dérives, l'entrée en Bourse triomphale d'une institution de micro finance mexicaine, *Compartamos*, en 1997 – qui depuis, distribue de généreux dividendes à ses actionnaires chaque année.

D'un seul coup, l'éclatement de la crise des *subprime* a rappelé à quel point les institutions de micro finance devaient, pour survivre, connaître leurs clients sur le bout des doigts. «*Le secteur a parfois eu tendance à oublier ses missions sociales*», regrette Florent Bédécarrats, qui prône, avec d'autres, un «*retour aux fondamentaux*» du microcrédit. Où, pour le dire vite, l'on s'appuierait davantage sur l'épargne des clients, plus stable, pour financer les institutions de micro finance. Où les conditions d'accès au crédit seraient aussi importantes que l'accès au crédit en tant que tel. Ici et là, d'autres militent pour un plafonnement des taux, pour certains types de prêts, afin d'éviter les excès.

### **La micro finance face à la crise alimentaire**

Entre «*massification*» euphorique et «*back to basics*» militant, la micro finance prise au piège? Sur le terrain, la situation est d'autant plus délicate que la crise économique se combine à une crise alimentaire plus ancienne, qui continue de faire des ravages. Il faudrait donc développer les micro-prêts, à destination prioritaire des «*ruraux pauvres*», pour reprendre la terminologie des institutions internationales? Absolument, répond Renée Chao Beroff, à la tête de l'organisation de micro finance *Pamiga* et directrice de recherche au Centre international de développement et de recherche (CIDR), qui appelle de ses vœux un «*véritable changement de mentalité, de paradigme même*».

«*Avec la crise alimentaire, il faut que les pauvres en milieu rural cessent de se considérer comme des victimes, et se lancent eux aussi dans la micro-entreprise. Pour parvenir à basculer d'une agriculture traditionnelle, de subsistance, à une agriculture qui réponde à une vraie demande du marché!*» Ce serait donc cela, la nouvelle «*mission*» de la micro finance d'après les *subprime*: se concentrer sur le milieu rural et modifier en profondeur les habitudes agricoles. Et soutenir, *in fine*, les exportations agricoles vers les pays du Nord? Pas seulement, poursuit Renée Chao Beroff, exemple du Mali à l'appui: les micro-prêts pourraient permettre aux petits paysans de cultiver des productions plus conformes aux besoins des habitants alimentaires des grandes villes du pays.

Pour le moment, à l'exception de l'Afrique de l'Ouest, les réseaux de micro finance sont faiblement implantés en milieu rural. D'abord parce que les crédits offerts, sur du court terme, sont peu compatibles avec le rythme des récoltes. Mais aussi parce que les risques liés aux

intempéries et à la sécheresse sont beaucoup plus lourds à gérer pour des structures aussi fragiles. L'avenir de la micro finance en ces temps de crises passerait donc par là: l'invention de produits financiers plus adaptés à des zones moins densément peuplées, et encore plus exposées aux risques.

**Par Ludovic Lamant**

**Mediapart.fr**